

Votants : 89  
Convocation du Conseil de Communauté :  
le 29 mars 2012  
Affichage du Compte-rendu Sommaire :  
le 6 avril 2012

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL

Séance du jeudi 5 avril 2012

### DIRECTION GENERALE DES SERVICES – MOTION DE DESACCORD CONCERNANT LA PROGRAMMATION 2012 DE L'ETAT EN MATIERE DE CONSTRUCTION DU PARC LOCATIF PUBLIC ET LES MODALITES DE REPARTITION DES FINANCEMENTS DES LOGEMENTS SOCIAUX

#### **Titulaires présents :**

Alain MATHIEU, Geneviève GAILLARD, Alain PARROT, Jacques BROSSARD, Thierry DEVAUTOUR, Joël MISBERT, René MATHE, Elisabeth MAILLARD, Jean-Jacques GUILLET, Jean-Luc CLISSON, Michel SIMON, Brigitte COMPETISSA, Jean-Luc MORISSET, Jacques MORISSET, Olivier MARIE, Rabah LAICHOIR, Nicole DAVID, Gilbert GOLAZ, Stéphane PIERRON, Bernard ADAM, Maryvonne ARDOUIN, Jacky AUBINEAU, Chantal BARRE, Alain BAUDIN, Pilar BAUDIN, Elisabeth BEAUVAIS, Georges BERDOLET, Amaury BREUILLE, Alain CHAUFFIER, Elsie COLAS, Lionel COUTINOT, Annie COUTUREAU, Annick DEFAYE, Daniel DULLIN, Catherine FAVIER-AUGEREAU, Jean-Claude FAVRELIERE, Nicole GRAVAT, Jacques GUILLOTEAU, Véronique HENIN-FERRER, Nicole IZORE, Anita JAGOUEX, Bruno JUGE, Guillaume JUIN, Patrice LAPLACE, Jacqueline LEFEBVRE, Virginie LEONARD, Bernard LEYSENNE, Gaëlle MANGIN, Germain MEHL, Josiane METAYER, Franck MICHEL, Gwénaëlle MIGNARD, Danielle NICORA, Rose-Marie NIETO, Jean-Claude OLIVIER, Frédéric PASTOR, Alain PIVETEAU, Magdeleine PRADERE, Bernard RAIMOND, Philippe REY, Claire RICHECOEUR, Pierre RIGAUDEAU, Sylvette RIMBAUD, Monique SAGOT, Alain SAUVIAC, Nathalie SEGUIN, Jean-Louis SIMON, Françoise TALBOT, Jacques TAPIN, Marc THEBAULT, Francis THIBAUDAULT, Hüseyin YILDIZ

#### **Titulaires absents ayant donné pouvoir :**

Gilbert BARANGER à Germain MEHL, Christian BREMAUD à Elisabeth MAILLARD, Gérard GIBALT à Gilbert GOLAZ, Robert GOUSSEAU à Nicole DAVID, Blanche BAMANA à Amaury BREUILLE, Julie BIRET à Franck MICHEL, Jean-Pierre BOUTHILLIER à Claire RICHECOEUR, Patrick DELAUNAY à Annie COUTUREAU, Jean-Pierre GAILLARD à Annick DEFAYE, Emmanuel GROLLEAU à Virginie LEONARD, Nicolas MARJAULT à Nathalie SEGUIN, Alain MEMIN à Magdeleine PRADERE, Serge MORIN à Anita JAGOUEX, Delphine PAGE à Gaëlle MANGIN, Christophe POIRIER à Hüseyin YILDIZ, Jean-Claude SUREAU à Jacques TAPIN, Gérard ZABATTA à Jean-Louis SIMON

#### **Titulaires absents suppléés :**

Joël BOURCHENIN par Bernard LEYSENNE, Dominique VALLEE par Jean-Claude FAVRELIERE, Gérard LABORDERIE par Daniel DULLIN, Marie-Christelle BOUCHERY par Jean-Claude OLIVIER, Sylvie DEBOEUF par Lionel COUTINOT, Jean-Michel TEXIER par Bruno JUGE, Christian GRELIER par Catherine FAVIER-AUGEREAU

#### **Titulaires absents :**

Pascal DUFORESTEL, Gilbert BARANGER, Bernard JOURDAIN, Christian BREMAUD, Gérard GIBALT, Robert GOUSSEAU, Jérôme BALOGÉ, Blanche BAMANA, Patrick BERNACCHI, Julie BIRET, Jean-Pierre BOUTHILLIER, Dominique BOUTIN-GARCIA, Didier DAVID, Patrick DELAUNAY, Francis DUPONT, Jean-Pierre GAILLARD, Michel GENDREAU, Emmanuel GROLLEAU, Anne LABBE, Aurélien MANSART, Nicolas MARJAULT, Alain MEMIN, Serge MORIN, Delphine PAGE, Michel PAILLEY, Christophe POIRIER, Jean-Claude SUREAU, Denis THOMMEROT, Gérard ZABATTA

#### **Titulaires absents excusés :** Eliane LE MAÎTRE

**Président de séance :** Alain MATHIEU

**Secrétaire de séance :** Gaëlle MANGIN

## **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIORT**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 5 AVRIL 2012**

### **DIRECTION GENERALE DES SERVICES – MOTION DE DESACCORD CONCERNANT LA PROGRAMMATION 2012 DE L'ETAT EN MATIERE DE CONSTRUCTION DU PARC LOCATIF PUBLIC ET LES MODALITES DE REPARTITION DES FINANCEMENTS DES LOGEMENTS SOCIAUX**

Monsieur **Alain MATHIEU**, Président, expose,

Après examen par le Bureau,

Lors de la dernière séance plénière du Comité Régional de l'Habitat (CRH) du 22 mars 2012, Monsieur le Préfet de Région a fait part à la Communauté d'Agglomération de Niort, de sa décision, dans le cadre de la programmation du parc locatif public pour l'année 2012, d'accorder, pour notre territoire, l'agrément d'autorisation de construire 61 logements sociaux (40 PLUS et 21 PLA-Intégration).

Cette décision est motivée par la diminution des moyens alloués par l'Etat à la Région Poitou-Charentes pour le financement du logement locatif social : 1 877 000 € contre 2 744 500 € en 2011 (soit une baisse de 32 %).

Elle engendre une double inégalité :

- d'une part, dans la répartition régionale entre nos différents territoires (la CAN se voit attribuer 6 % de la dotation financière régionale),
- et d'autre part, dans la répartition locale entre les zones « métropolitaines » (dites « B2 ») et les autres espaces périurbains et ruraux (dites zones « C »).

Par cette annonce, l'Etat affiche, pour 2012, des orientations en totale contradiction avec les objectifs quantitatifs du Programme local de l'habitat (PLH) communautaire, approuvé le 18 octobre 2010, mais aussi avec ceux du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), deux documents validés formellement par les services de l'Etat, fixant une production de 100 logements sociaux aidés annuellement.

Il nous faut rappeler, à ce titre, que le PLH communautaire prévoit bien d'accroître l'offre locative sociale de manière équilibrée sur notre territoire, soit entre les communes urbaines et d'autres plus rurales et également, entre nos pôles secondaires et nos pôles locaux.

Ajoutons que ces nouvelles dispositions programmatiques contredisent non seulement les objectifs de production globaux mais rendent, par ailleurs, impossible, l'obligation faite, en application de l'article 55 de la Loi SRU, à nos communes de plus de 3 500 habitants et à celles concernées, dans un proche avenir, par cette mesure spécifique, de disposer d'au moins 20 % de logements sociaux.

L'importante baisse des agréments d'autorisation de construire, accompagnée de cette insuffisance récurrente des moyens financiers alloués, ne permet donc plus à notre territoire d'apporter des réponses satisfaisantes aux besoins exprimés par les populations les plus modestes.

Au regard de ces constats alarmants, notre Conseil de Communauté, relayant la position unanime, exprimée, lors de la séance du CRH du 22 mars dernier, par les bailleurs sociaux et l'ensemble de ses partenaires, ne peut que dénoncer le désengagement financier de l'Etat sur la question du logement social.

Dans cet esprit, il est donc proposé que notre assemblée, informée de la situation du financement du logement social pour 2012, témoigne, par le biais de cette motion, de son profond désaccord sur les orientations de la programmation de l'Etat en ce domaine.

Il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir :

- Pendre connaissance de la programmation 2012 de l'Etat concernant la construction du parc locatif public et les modalités de répartition des financements des logements sociaux sur notre territoire,
- Autoriser le Président à engager toutes les démarches nécessaires pour obtenir, dans les meilleurs délais, de nouvelles garanties quant aux possibilités pour la CAN d'agir efficacement en faveur du développement du parc locatif public dont notre territoire a besoin.

**Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.**

Pour : 85  
Contre : 0  
Abstention : 0  
Non participé : 4

**Alain MATHIEU**

**Président**